

SEVAL

Bulletin

No 5, octobre 1997

Editorial

L'évaluation au service du parlement

L'évaluation (ex post) apparaît comme une fonction naturelle d'un parlement qui, aussi bien dans ses tâches de contrôle que dans le souci de sa propre efficacité, est appelé à se préoccuper des effets et de la mise en oeuvre des lois qu'il vote¹. Le principe de la séparation des pouvoirs a pour corollaire un législatif parfaitement informé, en particulier lorsque la marge de manoeuvre déléguée au gouvernement ne cesse de s'accroître.

Lorsque le parlement assume une fonction d'évaluation, elle est attribuée à une délégation de parlementaires assistée en général par un service et/ou par des experts externes². Cette délégation a la capacité de choisir ses propres thèmes d'évaluation. Ainsi, ancrée au niveau du parlement, l'évaluation présente des avantages indéniables. J'aimerais souligner les six points suivants:

Une certaine indépendance par rapport aux exécutants de la politique: dans le domaine de l'évaluation, il n'est pas possible d'être juge et partie. Assistée par un service spécialisé, une commission parlementaire composée de membres représentant des sensibilités diverses peut revendiquer une certaine indépendance. Ceci se vérifie même si l'un ou l'autre de ses membres a participé à l'élaboration de la politique évaluée ou y défend des intérêts très particuliers. Une commission

Sommaire

Actualité SEVAL	3
Evaluationsneuigkeiten aus der Schweiz	4
Internet-Tips für Evaluatorinnen und Evaluatoren	4
Rendez-vous	5
Ausgewählte Literatur	6
Aus Fachzeitschriften	8

parlementaire n'a en général pas de consigne à recevoir. D'autre part, n'étant pas impliquée dans la mise en oeuvre quotidienne de la politique évaluée, elle a peu tendance à édulcorer ses résultats.

Un accès facilité aux informations détenues par l'administration: au niveau de la Confédération et dans de nombreux cantons, les commissions parlementaires de contrôle et leurs assistants disposent d'un bon accès aux documents détenus par l'administration. Aspect essentiel dans toute évaluation, elles ont la possibilité d'interroger les fonctionnaires après avoir fait lever leur secret de fonction.

Une légitimité assez forte: en raison de son statut, le parlementaire bénéficie d'une certaine légitimité au sein de l'administration en particulier lorsqu'il dispose d'un service d'évaluation compétent. Ceci est appréciable, notamment pour accélérer la récolte des informations nécessaires, lorsque l'évaluation concerne plusieurs offices différents.

Une ouverture face à la publication des résultats: même d'excellente qualité, un rapport d'évaluation n'ayant pas l'approbation des entités évaluées court le risque de rester dans les tiroirs, s'il n'est pas publié. Par essence, le Parlement est plus ouvert à la

¹ Pour l'évaluation au niveau du contrôle des finances, voir le Bulletin SEVAL no 4.

² A la Confédération, les commissions de gestion ont été secondées à partir de 1991 par un organe parlementaire de contrôle de l'administration chargé en particulier de mener des évaluations rétrospectives.

publication de ses travaux que ne l'est une administration publique.

Une fonction d'apprentissage: mentionnons également la fonction d'apprentissage que représente l'exercice de l'évaluation pour des parlementaires prêts à s'engager dans un tel processus: prendre conscience du monde qui sépare la loi votée de sa mise en oeuvre quotidienne; observer les décalages inévitables entre les objectifs d'une législation et ses effets réels. Cet apprentissage peut s'avérer utile dans l'appréciation des projets de loi qui leur sont soumis.

La capacité de faire appliquer ses résultats: last, but not least, en cas de consensus sur les résultats de l'évaluation et sur ses recommandations, le législatif a le pouvoir d'imposer des changements, notamment par la voie de la motion et de l'initiative parlementaire. Mentionnons également la capacité, voire la nécessité pour une commission parlementaire permanente d'assurer un suivi des recommandations qu'elle propose.

Toutefois, pour être réellement opérationnelle, l'évaluation au niveau parlementaire doit surmonter quatre obstacles principaux:

Trouver le bon sujet au bon moment: paradoxalement, parmi les milliers de thèmes possibles, il n'est pas facile de découvrir le bon sujet pour un parlementaire généraliste. L'agenda de l'évaluation ne correspond pas forcément à l'agenda politique. Pour qu'elle soit utile, une évaluation doit poser les bonnes questions et examiner des problèmes réels qui ne font pas l'objet d'une révision législative sur le point d'aboutir. Il faut également que la politique évaluée ait été mise en place depuis un suffisamment de temps pour pouvoir commencer à produire ses effets. Dans cet ordre d'idée, il est plus aisé pour un chef de service expérimenté de donner un mandat bien défini à un spécialiste que pour une commission parlementaire de donner une mission à son service d'évaluation.

L'évaluation au niveau parlementaire doit donc disposer de mécanismes performants de

détection des futurs thèmes d'évaluation.

Concilier les logiques évaluatives et parlementaires: c'est une des difficultés majeures de l'évaluation au niveau parlementaire. Si la démarche du parlementaire ne converge pas avec celle de l'évaluateur qui l'assiste, il y a un risque de défiance réciproque. Comme le dit Bergel (1994) "le parlementaire redoute l'immixtion des technocrates dans la décision démocratique, tandis que les experts déplorent l'absence de scientificité des politiques".

Par conséquent, il est impératif d'associer de très près le parlementaire au processus d'évaluation et de prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le dialogue. L'évaluateur doit prendre conscience des attentes et de la logique d'action du parlementaire. Parallèlement, le parlementaire doit être renseigné sur l'implication des choix méthodologique. Il faut découvrir de nouveaux moyens pour favoriser l'amalgame nécessaire, par exemple lors du processus de définition des questions et dans le cadre de la consultation sur les résultats de l'évaluation (ex. participation des parlementaires à des hearings). Il est donc important que le parlementaire chargé de superviser des évaluations se spécialise petit à petit dans le domaine de l'évaluation et cela, pour plusieurs années³.

Des parlementaires qui s'identifient au projet: une évaluation est une opération coûteuse, de longue haleine et qui n'est pas forcément valorisante. Même assisté par un service d'évaluation qui prend en charge l'essentiel des travaux, le parlementaire doit prendre le temps de participer à de multiples séances, de comprendre les enjeux d'une évaluation, de lire des rapports et des documents complexes, souvent dans des domaines dans lesquels il n'est pas spécialisé. D'autre part, par essence, le parlementaire aime mieux légiférer que contrôler ou évaluer. Les commissions de gestion ont d'ailleurs tendance à devenir moins prisées. L'évaluation demande, au niveau législatif,

³ Au sein des commissions de gestion fédérales, une section spécialisée pourrait être instituée, qui serait chargée spécifiquement des projets d'évaluation.

un travail d'équipe qui permet rarement à un parlementaire de se profiler. Qui plus est, malgré l'importance des moyens nécessaires à sa réalisation, une évaluation n'est pas assortie de la garantie de déboucher sur des résultats spectaculaires et directement opérationnels.

Le parlementaire doit donc pouvoir s'identifier au sujet de l'évaluation qu'il supervise et espérer trouver dans les résultats un intérêt direct à son action politique.

Se préoccuper davantage des effets des politiques publiques: le fait d'intégrer l'évaluation dans le cadre du contrôle parlementaire et de ne pas lui attribuer des moyens importants, comme c'est le cas à la Confédération, a pour conséquence de centrer les évaluations sur le rôle de l'administration dans la mise en oeuvre des lois, plutôt que sur les effets généraux de ces dernières. Dans son rôle de contrôleur face à un gouvernement disposant d'une forte administration, le parlementaire est bien plus enclin à examiner les activités de cette administration qu'à remettre en question ses propres lois.

Un ancrage constitutionnel formel de l'évaluation paraît particulièrement bienvenu en Suisse, en particulier dans la période actuelle de révision totale de la constitution fédérale.

Emmanuel Sangra

Membre du comité SEVAL

Quelques repères bibliographiques sur le sujet:

BERGEL J-L (1994), *Appréciation méthodologique sur l'évaluation législative*, in: L'évaluation législative, Cahier de méthodologie juridique no 9, Revue de la recherche juridique, Droit prospectif, Presses universitaires d'Aix-Marseille 1994, p.1166 ss.

COMMISSIONS DE GESTION (1990), *Création d'un organe parlementaire de contrôle de l'administration*, initiative parlementaire, 90.221, Berne

HELLSTERN G.E (1986), *Unwilling to Bark, not Able to Bite? Theorie and Realities of Parliamentary Control*, in: *Guidance, Control, and Evaluation in the Public Sector*, The Bielefeld Interdisciplinary Project, Walter de Gruyter, Berlin, New York, p. 691-718

MORAND C.A. (1994), *L'évaluation législative ou l'irrésistible ascension d'un quatrième pouvoir*, in: L'évaluation législative, Cahier de méthodologie

juridique no 9, Revue de la recherche juridique, Droit prospectif, Presses universitaires d'Aix-Marseille 1994, p. 1141 ss.

Actualité SEVAL

Die SEVAL-Leistungen

Zum Angebot der SEVAL gehören:

- die Jahrestagung
- die Mitwirkung in Arbeitsgruppen (Verwaltungsreform, Evaluationsstandards)
- das SEVAL-Bulletin
- das Panorama der Evaluation
- die Zeitschrift LeGes.

Zeitschrift LeGes/Revue LeGes

Seit Januar 1997 wird den SEVAL-Mitgliedern von der Eidgenössischen Drucksachen- und Materialzentrale die Zeitschrift LeGes zugestellt. Vereinzelt haben sich bei der Adressübernahme Fehler ergeben. SEVAL-Mitglieder, welche 1997 noch kein Exemplar der Zeitschrift LeGes erhalten haben, sind deshalb gebeten, dies unserem Sekretär, Marc Maugué, telefonisch (022 7058604), per E-mail (Marc.Maugue@droit.unige.ch) oder per Fax (022 7058414) mitzuteilen (Angabe von Namen und Zustelladresse mit dem Vermerk "LeGes nicht erhalten" genügt).

Depuis janvier 1997 les adresses des membres de la SEVAL ont été envoyées à l'Office central fédéral des imprimés et du matériel afin que la revue LeGes leur soit distribuée. Toutefois quelques erreurs ont été constatées. Les membres de la SEVAL qui n'aurait pas encore reçu LeGes en 1997 sont priés d'en informer le secrétaire Marc Maugué téléphone (022) 7058605, E-mail (Marc.Maugue@droit.unige.ch), Fax (022) 7058414 en communiquant leur nom et adresse avec la mention "LeGes pas encore reçu".

Forschungserhebung SIDOS 1997/98

Der schweizerische Informations- und Daten-Archivdienst (SIDOS) führt im Oktober/November die Erhebung über die sozialwissenschaftlichen Forschungs-, Entwicklungs- und Evaluationsarbeiten durch. Die SEVAL arbeitet bei der Dokumentation von Evaluationsarbeiten mit

SIDOS zusammen. Wir bitten deshalb alle Forscherinnen und Forscher, die Erhebung der SIDOS zu unterstützen.

Arbeitsgruppe "Verwaltungsreform"

Nachdem die ersten Ergebnisse unserer Arbeit an der Jahrestagung vom 18. April in Murten bereits mündlich vorgestellt wurden, gilt es nun, die Schlussfassung des Praktischen Leitfadens zur Evaluation von NPM/WOV-Reformprojekten zu bereinigen und in der Zeitschrift LeGes dem Mitteilungsblatt der Schweiz. Gesellschaft für Gesetzgebung und der SEVAL vor Ende 1997 zu veröffentlichen.

Für die gemeinsame Weiterarbeit 1997/98 haben wir uns vorgenommen, uns mit den bereits laufenden oder erst entstehenden Evaluationsstudien zu den aktuellen NPM/WOV-Reformprojekten auf Stadt-, Kantons- und Bundesebene eingehender zu beschäftigen: So sollen an den kommenden Sitzungen die Evaluationsstudien zur "Neuen Stadtverwaltung Bern (NSB), zum Schlanken Staat Solothurn und eventuell zu Führen mit Leistungsauftrag und Globalbudget (FLAG) vorgestellt und diskutiert werden. Aus diesem Grund haben wir uns auch entschlossen, den Kreis der Arbeitsgruppenmitglieder mit engagierten NPM/WOV-Projektleiter/innen zu erweitern - neue Interessent/innen sind jederzeit willkommen. Für Freitag, den 27. Februar 1998 planen wir zudem eine öffentliche Arbeitstagung zum Thema Evaluation von Politik und Verwaltungsreformprojekten, welche in Solothurn stattfinden wird.

*Theo Haldemann
IFF Universität St. Gallen
Tel. 071-2242544 Fax 071 2242670
Theo.Haldemann@IFF.UNISG.CH*

Evaluationsneuigkeiten aus der Schweiz

Im Rahmen der Reform der Bundesverfassung wird seit längerem (vgl. Bulletin 1 und 4) geprüft, ob Wirksamkeitsprüfungen/Evaluationen bzw. das Ziel der Wirksamkeit in der Bundesverfassung verankert werden sollen. Die Geschäftsprüfungskom-

missionen haben interessanterweise in ihrem Geschäftsbericht (BBl 1997 1378) die Empfehlung ausgesprochen, die Evaluationsfunktion nicht auf Verfassungsstufe zu verankern. Sie betrachten die Evaluation nur als eines der Instrumente der Oberaufsicht und sind der Meinung, die Evaluation dürfe nicht eine ausschliessliche Aufgabe der Bundesversammlung sein. Sie wenden sich dagegen, dass die Bundesversammlung zur Garantin der Unabhängigkeit der Evaluation bestimmt werden solle.

Die mit der Vorberatung des Revisionsentwurfs beauftragten Kommissionen sind der Empfehlung der Geschäftsprüfungskommissionen aber nicht gefolgt und streben nach wie vor an, Wirksamkeitsprüfungen/Evaluationen bzw. das Ziel der Wirksamkeit in die Bundesverfassung aufzunehmen.

Internet-Tips für Evaluatoreninnen und Evaluatoren

Die Suchmaschinen sind wichtige Instrumente zur Recherche im Internet. Neben den bekannten wie Yahoo (<http://www.yahoo.com>), Alta Vista (<http://www.altavista.com>) etc., gibt es auch Suchmaschinen, welche sich auf Adressen im deutschen Sprachraum spezialisiert haben. Zwei davon sind Fireball (www.fireball.de) und Kolibri (www.kolibri.com). Bei letzterem lässt sich zudem die Suche geografisch beschränken z.B. auf Deutschland, die Schweiz und Österreich. Die Anzahl der Treffer lässt sich so auf ein vernünftiges Mass beschränken. Wer bei Fireball nach dem Stichwort Evaluation sucht, bekommt ca. 200 Treffer. Viele davon verweisen auf Universitäten oder universitäts-nahe Einrichtungen, welche über Evaluationen aus den verschiedensten Bereichen berichten. Zwei Beispiele sollen das Spektrum aufzeigen. Das ISI in Karlsruhe (<http://www.isi.fhg.de>) berichtet über die Evaluation der schweizerischen Beteiligung an den Forschungsrahmenprogrammen der Europäischen Union (EU). Die Universität Neuenburg präsentiert die Resultate einer Evaluation der gemischtsprachigen Kindergartenklassen von Siders (nedcu4.unine.ch).

Besonders beliebt ist zur Zeit die Evaluation der Lehre an den Universitäten. Eine ganze Reihe von Universitäten veröffentlichen via Internet Verweise auf entsprechende Untersuchungen. Hier finden sich Detailinformationen zu sehr spezifischen Themen. Hier nur zwei Beispiele von vielen: Die Pädagogische Hochschule Heidelberg bietet via Internet (www.ph-heidelberg.de/org/daktylos/1_97htm/eval.htm) Auszüge aus ihrer Publikation Datylos an, in der z.B. das Für und Wider von Evaluationen im Bildungsbereich diskutiert wird. Das FSF Forum für Sozialforschung (FSF) Wien veröffentlicht eine Liste von Projekten ihre Mitgliederinstitute zum Thema Evaluation und Bildung (<http://www.fsf.adis.at/fsf/projects/archiv.htm>)

Wer nur in der Schweiz nach Internet-Adressen suchen möchte, kann den Suchdienst unter **web.ch** oder **search.ch** verwenden. Mit dem Stichwort «Evaluation» kamen bei letzterem ca. 3000 Adressen heraus, ein wenig brauchbares Resultat also. Es ist daher notwendig, sich mit den (leider nicht einheitlichen) Möglichkeiten der Verknüpfung von Suchbegriffen in den jeweiligen Suchsystemen vertraut zu machen. Ansonsten führt der Weg nicht ans Ziel.

Die Suche nach neuesten ausländischen Publikationen ist oft mühsam. Der Weg über den Buchhandel führt gerade bei neuester englischer und amerikanischer Literatur oft nicht zum gewünschten Erfolg. Zu empfehlen ist daher Amazon (www.amazon.com), eine «elektronische Buchhandlung» mit einem grossen Verzeichnis von Publikationen (2,5 Mio. Titel). Hier finden sich schnell die notwendigen Angaben, welche für die Bestellung von Büchern notwendig sind. Die elektronische Bestellung und Bezahlung via Kreditkarte ist möglich. Wer sich berufen fühlt, kann auch gleich eine Rezension zu einem Buch abgeben, die allen Benutzern des Katalogs angeboten wird.

Wer's etwas spezifischer haben möchte, besucht am besten die Homepage von Sage Publications (<http://www.sagepub.com>).

Sage ist bekannt für Publikationen rund um das Thema Evaluation. Im systematischen Stichwortverzeichnis des Katalogs findet sich denn auch ein Eintrag «Evaluation». Hier werden ca. 200 Titel angeboten. Für jeden Titel lässt sich eine kurze Zusammenfassung aufrufen, sowie die üblichen Angaben zu Titel, Preis, Umfang etc. Bestellen lässt sich allerdings nicht über das Internet. Angeboten wird lediglich ein Faxformular, das sich herunterladen lässt und auf dem konventionellen Weg an den Verlag verschickt werden muss.

Eines der grossen Vorbilder im Bereich der Evaluation öffentlicher Politik ist das General Accounting Office der USA. Es bietet eine ausgefeilte Homepage an (<http://www.gao.gov>), über welche die Publikationen des GAO (zumeist Evaluationen) abrufbar sind. Mit einem Suchprogramm lassen sich Titellisten nach Stichworten erstellen. Wer will, kann sich einzelne Berichte im Volltext per Email zustellen lassen.

Ein Tip für diejenigen, welche nicht mehr statistische Jahrbücher wälzen möchte. Das Bundesamt für Statistik ist mit einem guten Angebot auf dem Netz (<http://www.admin.ch/bfs>). Wer oft allgemeine Daten zur Tätigkeit von Bund, Kantonen und Gemeinden braucht, ist hier an der richtigen Adresse.

Stefan Rieder,
Interface, Luzern

Rendez-vous

Performance Management and Evaluation

Die SEVAL und das Netzwerk "Evaluation in der Bundesverwaltung" führen am Mittwoch, dem **22. Oktober 1997**, 13.30 Uhr bis 15.00 Uhr (für besonders Interessierte bis 16.00 Uhr), im Parlamentsgebäude, Sitzungszimmer 3 (Parterre) eine Veranstaltung mit Arunaselam Rasappan (Malaysia) durch. Herr Rasappan ist Experte für Fragen des öffentlichen Management (Financial and Human Resources Management, Comparative Public Administration, Management Information Systems) sowie für Fragen der

Evaluation öffentlicher Politik und der internen Verwaltungskontrolle. Aufgrund seiner Aktivitäten als Berater öffentlicher Verwaltungen in Asien, Australien und den USA verfügt er über internationale Kontakte. Herr Rasappan hält sich auf Einladung des Bundesamts für Gesundheit für kurze Zeit in der Schweiz auf. Personen, welche an der Veranstaltung teilnehmen möchten, sind gebeten, sich bei Herrn Armin Kühne, Verwaltungskontrolle des Bundesrats, per Fax (031 322 70 01) oder per E-mail (armin.kuehne@bk.admin.ch) anzumelden.

Voranzeige Jahrestagung

Die Jahrestagung SEVAL findet am **24. April 1998** unter dem Titel "**Studienresultate besser nutzen: Neue Instrumente der Evaluationsforschung**" statt.

Ausgewählte Literatur

Neuerscheinungen

Leitfaden für die Planung von Projekt- und Programmevaluationen (1997). Hrsg. vom Fachbereich Evaluation, Bundesamt für Gesundheit (BAG), Autorin: Marlène Lüubli-Loud). Bern: BAG. 80 Seiten (auch in französischer und englischer Sprache erschienen).

Der Leitfaden des Bundesamtes für Gesundheit, stellt ein Hilfsmittel dar, das sich einerseits an MitarbeiterInnen des Amtes, andererseits aber auch an externe Evaluatoren richtet, die an Evaluationen des BAG beteiligt sind. Er ist demnach spezifisch auf die Erfahrungen und die Bedürfnisse dieses Amtes ausgerichtet. Das gereicht der Publikation aber in keiner Weise zum Nachteil. Denn sie umfasst neben den sehr praxisnahen Ausführungen (Planen einer Evaluation, Erarbeiten, Mandatieren und Begleiten einer Evaluation, Der Evaluationsbericht, Verbreitung und Verwendung von Evaluationsergebnissen) eine kenntnisreiche Einführung sowie äusserst hilfreiche Anhänge (Literatur, Glossar (dreisprachig!), Gegenüberstellung paradigmatischer Positionen, Katalog evaluativer Fragestellungen, Hinweise zur Planung und Beurteilung von Fort- und Weiterbildungsprojekten). Aber auch die zentralen Ab-

schnitte des Leitfadens sind sorgfältig ausgearbeitet und überzeugen durch die fundierte Argumentationsweise. Ergänzt werden diese Abschnitte mit Checklisten, die sich bei der praktischen Arbeit als sehr hilfreich erweisen. Der Leitfaden vermag zwar die wissenschaftlich orientierte Literatur nicht zu ersetzen (was auch nicht der Zielsetzung der Publikation entspricht); er stellt aber eine gelungene Verbindung theoretischer Ansätze mit dem Evaluationsalltag her und bildet dadurch gleichzeitig empfehlenswerte Lektüre wie praktisches Arbeitsinstrument - nicht nur für MitarbeiterInnen und EvaluatorInnen des BAG.

Claudia Meier (1997): Leitfaden für die Selbstevaluation in der Projektarbeit mit einem Beispiel aus der Suchtprävention. Lausanne: Schweizerische Fachstelle für Alkohol- und andere Drogenprobleme (SFA). 63 Seiten. ISBN 2-88183-056-0

Claudia Meier erarbeitete den Leitfaden zur Selbstevaluation (kurz: SE) zusammen mit verschiedenen MitarbeiterInnen aufgrund der praktischen Erfahrungen im Rahmen der Abteilung für Gesundheitsforschung am Institut für Sozial- und Präventivmedizin der Universität Bern. Der Text richtet sich in erster Linie an PraktikerInnen verschiedener Berufsfelder sozialer Dienstleistungen (Sozialarbeit, (Erwachsenen-)Bildung, Suchtprävention und Gesundheitsförderung). Er ist anhand von 6 Arbeitsschritten einer SE strukturiert, nämlich: Voraussetzungen für eine Evaluation, Vorbereitung einer SE, Planung einer SE, Durchführung einer SE, Berichterstattung und Bilanz. Der Leitfaden im A4-Format besticht durch seine gefällige Form, die zugängliche, praxisnahe Sprache, den Verzicht auf unnötige theoretische Ausführungen sowie die Konzentration auf das Wesentliche. Er wird daher sicher seinen LeserInnenkreis finden. In einigen Punkten werden Fachleute für Evaluationsfragen die eine oder andere Differenzierung vermissen und auch da und dort eine verkürzte Darstellung bedauern, insgesamt liegt aber ein Leitfaden vor, der durchaus als gelungen bezeichnet werden kann, auch wenn die im Klappentext enthaltene Aussage: "Ablaufschemas und konkrete Handlungsanweisungen ermögli-

chen es auch Fachleuten ohne Evaluationserfahrung Selbstevaluationen von A bis Z optimal durchzuführen.“ etwas gar viel verspricht.

Dianna L. Newman / Robert D. Brown (1996): Applied Ethics for Program Evaluation. Thousand Oaks: Sage. 228 p. ISBN 0-8039-5186-8

Das Werk von Dianna Newman und Robert Brown verfolgt das Ziel, eine auch für Nicht-PhilosophInnen zugängliche Diskussion der ethischen Dimensionen in der Evaluation vorzulegen. Es macht deutlich, dass sich ethische Fragen nicht nur in besonderen Situationen stellen, sondern dass sich EvaluatorInnen ständig mit diesen konfrontiert sehen. Die ethische Diskussion, so die Aussage des Buches, kann nicht als losgelöster Problembereich betrachtet werden kann, sondern stellt einen integralen Bestandteil des Evaluationsalltags dar. Newman und Brown, beide profunde KennerInnen der Materie, liefern absichtlich keine kochbuchartigen Rezepte ethisch korrekten Verhaltens, sondern wollen die EvaluationspraktikerInnen dazu animieren, das eigene Handeln zu reflektieren und dadurch im Alltag vermehrt ethische Aspekte mitzudenken. Der Text enthält dazu sowohl die theoretischen Grundlagen wie auch praktische Beispiele. Es schlägt zudem einen fünf Stufen umfassenden Rahmen für ethische Entscheidungen vor, der als Orientierungshilfe für die Praxis gedacht ist. Das Buch von Newman und Brown stellt damit sicherlich für alle PraktikerInnen, denen Selbstreflexion ein echtes Bedürfnis ist, eine lohnende Lektüre dar.

Michael Quinn Patton (1997): Utilization-Focused Evaluation. The New Century Text. 3rd Edition. Thousand Oaks: Sage. 431 p. ISBN 0-8039-5265-1

In der dritten Auflage des 1978 erstmals erschienen und nunmehr wohl als Klassiker der Evaluationsliteratur zu bezeichnenden 'Utilization-Focused Evaluation' beweist Michael Patton einmal mehr, dass er die Kunst, hochstehende Substanz mit einer (nicht zu kleinen) Portion Humor zu verbinden, zweifellos souverän beherrscht. Die in seinem Umfang nochmals erweiterte Neuauflage

kommt in der typisch amerikanischen Textbook-Aufmachung daher und eignet sich durchaus als Lehrmittel (auch für das Selbststudium). Es bewährt sich aber auch als Gedankenstütze für 'habitués'; wenn man sich beispielsweise wieder einmal über die Differenz der Begriffe 'outcome' und 'impact' informieren möchte (Seiten 192ff). Das Buch überzeugt durch das didaktische Geschick ebenso wie durch seine Reichhaltigkeit. Wegen des in der Evaluationsliteratur nicht unumstrittenen Ansatzes des Autors sollte es jedoch nicht als alleiniges Informationsmittel dienen. Der Untertitel des Buches 'The New Century Text' verspricht sehr viel, Patton gelingt es, dieses Versprechen beinahe einzulösen.

Ray Pawson / Nick Tilley (1997): Realistic Evaluation. London: Sage. 235 p. ISBN 0-7619-5009-5

Nach 'scientific evaluation', 'goal-free evaluation', 'decision-oriented evaluation', 'responsive evaluation', 'utilization-focused evaluation', 'fourth generation evaluation', 'empowerment evaluation' usw. nun also 'realistic evaluation'. Der Text stellt den Anspruch, ein neues Paradigma der Evaluation zu präsentieren. So heisst es im Klappentext: "The main body of this book is devoted to the articulation of a new paradigm which promises greater validity and utility from the findings of evaluation studies." Die beiden britischen Autoren (Leeds University und Nottingham Trent University) plädieren in ihrem Text für einen Ansatz einer realistischen Evaluation, der sich - vereinfacht gesagt - zwischen der traditionellen, an einem experimentellen Denken orientierten Schule und den alternativen, auf ein konstruktivistisches Paradigma ausgerichteten Ansätzen positioniert. Die Autoren nehmen die gängige Kritik am experimentellen Paradigma auf ohne die relativistischen Positionen alternativer Ansätze zu übernehmen. Die Autoren zielen darauf ab, einen wissenschaftlichen Ansatz der Evaluation zu konzipieren, der die Schwachstellen des Experimentalismus meidet. Ob sie damit die Ära eines neuen Paradigmas eröffnen, ob sie lediglich eine Integration zweier bestehender Paradigmata postulieren oder ob sie für eine Weiterentwick-

lung des experimentellen Ansatzes eintreten, sei dahingestellt.

Thomas A. Schwandt (1997): Qualitative Inquiry. A Dictionary of Terms. Thousand Oaks: Sage. 183 p. ISBN 0-7619-0254-6

Thomas Schwandt, Professor an der School of Education der Indiana University, legt mit dem angeführten Text ein alphabetisch organisiertes Nachschlagewerk zu qualitativen Ansätzen vor. Die einzelnen Abschnitte behandeln Begriffe wie "Action Research", "Hermeneutic Circle", "Functionalism", "Participant Observation" oder "Thick Description"; der Text umfasst also Begriffsklärungen auf der erkenntnistheoretischen, der methodischen wie auch der technischen Ebene. In den einzelnen Artikeln sind jeweils Literaturhinweise enthalten. Ergänzt wird der Nachschlageteil durch eine Einleitung sowie ein Verzeichnis ausgewählter Literatur zu den verschiedenen erkenntnistheoretischen Ausrichtungen. Das handliche Buch hat sich für mich als äusserst hilfreiches Arbeitsinstrument erwiesen, auch wenn einzelne Aussagen etwas problematisch erscheinen, der Text wegen seiner Knappheit nicht umfassend sein kann und leider etwas an der Oberfläche bleiben muss.

Ludwig Fahrmeier / Alfred Hamerle / Gerhard Tutz (Hrsg.) (1996): Multivariate statistische Verfahren. 2., erweiterte Auflage. Berlin: Walter de Gruyter. 902 Seiten. ISBN 3-11-013806-9

Das umfangreiche Kompendium zu Techniken der multivariaten statistischen Analyse richtet sich aufgrund seines Niveaus primär an Personen mit fundierten Grundlagenkenntnissen in Statistik und mit einem unbelasteten Verhältnis zur Mathematik. Kenntnisse in Matrix-Algebra sind für das Verständnis erforderlich, wobei ein Anhang die Grundbegriffe der Matrix-Algebra erläutert. Die Herausgeber, Professoren in München, Regensburg und Berlin sind ausgewiesene Experten für quantitative Verfahren. Der Text deckt ein weites Spektrum multivariater

Verfahren ab, wobei die Analyse kategorialer Merkmale nicht - wie in vergleichbaren Publikationen bedauerlicherweise häufig - zu kurz kommt. Die insgesamt zwölf Kapitel befassen sich mit Themen wie Zufallsvariablen und Verteilungen, Regressions-, Varianz-, Kovarianz-, Diskriminanz- sowie Clusteranalyse, aber auch loglineare Modelle, Faktor- und LISREL-Analyse und Mehrdimensionale Skalierung (MDS). Für Leserinnen und Leser, die ihre Statistikkenntnisse ganz allgemein oder im Hinblick auf eine konkrete Problemstellung auffrischen möchten, bildet die vorliegende Publikation ein nützliches Hilfsmittel. Dabei erweist sich die verstärkte Ausrichtung auf die Analyse nicht-metrischer Daten als spezifischer Vorteil dieses Buches. Grösster Nachteil stellen dabei sicherlich die recht hohen Anschaffungskosten (rund 200 Franken) dar. Das Buch ist jedoch keinesfalls ein Lehrbuch für Personen ohne Vorkenntnisse.

Aus Fachzeitschriften

*Evaluation*_{Sage}

Volume 3 Number 3 July 1997

Public Policy Evaluation in a Centralized State: A Case-Study of Social Assistance in the United Kingdom. *David P. Farrington*

Vocational Training, Employment and Labour Participation: An Analysis of a Panel of Italian Regions. *Aviana Bulgarelli and Antonio Ranieri*

Conceptual Challenges Confronting Cluster Evaluation. *B.R. Worthen and C.C. Schmitz*

Bringing the Macro and Micro Levels in Outcome Evaluation. *Ingrid M. E. Munck*

Towards a Framework for the Evaluation of Health-related Policies in Cities *Caroline Costongs and Jane Springett*

Redaktionschluss der nächsten Ausgaben des SEVAL Bulletin: 30. Januar 1998

Impressum: Bulletin de la Société suisse d'évaluation; Bulletin der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft
Marc Maugué, Uni-Mail, CETEL, 102 Bd Carl Vogt, 1211 Genève 4. Marc.Maugue@droit.unige.ch